Témoignages

ORGANE DE DÉFENSE POUR LES SANS DÉFENSE

Bure u: 117 rue Charles Gounod, St-Denis
imp. prop. directeur: D^r R. Vergès Nalite pres
directrice déléguée D^{me} A. Ouyapoury Nalite pres

VENDREDI
18 FÉVRIER 1948

Bihebdomadaire paraissant mardi et vendredi
n°: 273 — 5^{me} année
Tirage: 3.725 - abonnement mensuel: 20 frs

annulez
les élections
frauduleuses
de St-Denis

Après le cataclysme

dans la métropole comme à la Réunion

les Communistes ont été les défenseurs des sinistrés

Le 29 Janvier, vers 9 heures, Paul Vergès, qui avait capté une radio anglaise, annonçait à son père que la Réunion venait d'être victime d'un violent cyclone et lui demandait de faire le nécessaire à l'Assemblée Nationale, aussitôt vérifiée l'exactitude de la nouvelle.

Le Dr Vergès alerta le Conseiller de l'Union Française, Hippolyte Piot, qui habite le même hôtel 12 Cité B. Berger, et tous deux se rendirent à la Chambre où l'on ignorait tout de la catastrophe qui aurait pu toucher la Réunion. — Ils téléphonèrent alors au Ministère de la France d'Outre-Mer: rien... au Ministère de l'Intérieur: rien... à la Présidence du Conseil: rien; mais le Directeur du Cabinet leur promit de cabler d'urgence à Tananarive pour confirmation ou infirmation. — C'est alors que l'idée leur vint de s'adresser à l'Agence Française de Presse qui leur donna un texte de dépêche analogue, reçu à l'instant même de Tananarive.

Nos deux camarades parlementaires, il était 11 heures 45, se mirent sans tarder en rapport avec le Groupe Communiste de l'Assemblée et tandis que Piot avertissait Baré Vergès et Vergès, la Proposition de Résolution présentée par MM. Césaire et le Groupe Communiste, tenaient à obtenir des secours immédiats en vivres, vêtements, matériaux et numéraire pour le département sinistré.

La proposition fut déposée à la séance de l'après-midi et affichée dans la soirée. Com. n. d'autre part, l'A. F. P. pouvait donner à six heures du soir des précisions sur le désastre, Vergès et Césaire rédigeaient et déposaient, cette fois, une Proposition de Loi où après un exposé des motifs émuant, étaient réclamés des secours immédiats en médicaments, vivres, tissus, matériaux de construction, ainsi qu'une première tranche de 200 millions sur l'aide en argent à évaluer après plus ample informe. — La discussion d'urgence, réclamée pour la Proposition de Résolution l'était, bien entendu, pour la proposition de Loi.

En même temps que cette action était engagée à la Chambre des Députés, Piot au non toujours du P.C.F. faisait le même geste à l'Union Française, et Baré au Conseil de la République où, sur la recommandation expresse de Collardeau parti en Calédonie, le nom de celui-ci était associé au sien.

Le Parti Communiste Français est donc celui qui le premier, a pris en mains les intérêts de la Réunion, avec décision, énergie, tenacité... succès, ainsi que nous l'allons voir.

Dans la nuit du 29 au 30 Janvier 1948 les propositions sur la Réunion ne furent pas évacuées. Apparemment nos deuil et notre ruine pesaient moins aux yeux de la réaction que la bataille pour les billets de 5000 francs et pour le rétablissement de la liberté du commerce de l'or. — Notre ami Vergès tenta vainement d'acchocher le débat et demeura jusqu'à 8 heures du matin où prit fin la séance.

L'après-midi du 30 Janvier, le Vice-Président Lejeune, S.F.I.O., ouvrit la séance et, après le salut de l'Assemblée aux victimes du cyclone enfin connu, après une motion à Gandhi, annonça le dépôt par le député de l'Oubangui-Chari, Malbrant, d'une proposition de résolution demandant des secours pour la Réunion. — A propos de cette manœuvre anti-communiste grossière, le président ne put écamoter les délais réglementaires d'affichage et permit la discussion d'urgence en fin de séance de nuit.

C'est à ce moment que notre camarade Vergès, SEUL député réunionnais en séance, dut s'accrocher avec force et avec obstination, grâce à son observation et à l'appui fraternel du Parti Communiste Français (dont les camarades Arthur Ramette du Comité Central et Jacques Ducloux, Président du Groupe Parlementaire et Secrétaire du Bureau Politique) de monter à la tribune, ce pour quoi il se battait depuis deux jours.

On lira son intervention par ailleurs, et qu'il obtint la promesse formelle du rapporteur Général de la commission des Finances, Barangé, de la présidence du Conseil, représenté par le Gardé des Sceaux A. Marie, de l'Assemblée unanime que tout serait fait très vite et très bien. — De fait, des ordres étaient aussitôt

tôt donnés pour l'envoi de secours immédiats de Madagascar et d'Indochine, pour le départ de 2 avions de Bordeaux en vue de parachuter des vivres dans l'intérieur coupé du reste de l'île, pour dérouter tous les bateaux se rendant à Madagascar ou en Indochine, cependant que le chiffre de 200 millions était admis en tant que tranche provisoire de début.

Il est bon de préciser que le télégramme de la Fédération Réunionnaise du P.C.F. arriva au moment où s'engageaient les débats sur le cyclone, que celui de la Préfecture et celui du Conseil Général suivirent peu après. — Cela montre qu'à la Réunion et en France on était animé du même souci et que sans se consulter on avait agi comme il fallait agir; — de même ne fut-il pas besoin de concerter l'action des élus dans la métropole et l'action des masses créoles à la Réunion où ces masses tant décriées on se agit aux lieux et place d'une municipalité usurpatrice et incapable qui s'est déshonorée dans la terrible épreuve que nous venons de subir.

Honneur à tous nos camarades républicains, Communistes en tête, honneur aux hommes et aux femmes qui d'un même cœur, sous l'impulsion de nos camarades fédéraux et syndicaux, animés par notre délégué Odru dont nous connaissons la manière de servir, ont pu réaliser le maximum; honneur à nos municipalités populaires qui, elles, ont su se montrer à la hauteur de leur tâche; et au travail, pour relever nos ruines et avancer sur la voie du progrès, de la confiance et du bonheur que nous trace notre Grand Parti!

* * *

Assemblée Nationale
Année 1948
le 29-1-48

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

tendant à inviter le gouvernement à accorder une aide immédiate aux populations de la Réunion que vient de dévaster un cyclone d'une violence sans précédent, présentée par MM. Raymond Vergès, Aimé Césaire, et les membres du groupe communiste et apparentés.

Exposé des motifs

Mesdames, Messieurs,

la nuit dernière un cyclone d'une violence inouïe a dévasté la Réunion; les détails manquent mais d'ores et déjà on peut malheureusement affirmer que les récoltes sont détruites, qu'un grand nombre de maisons sont démolies, que le nombre des sans abri doit être important, sans préjudice des morts possibles; la famine que l'on redoutait déjà pour d'autres raisons va devenir une réalité immédiate et la misère déjà grande va s'étendre cruellement nos populations. C'est pourquoi nous demandons à l'Assemblée Nationale de voter la proposition de résolution suivante:

Proposition de résolution:

L'Assemblée Nationale invite le gouvernement à apporter une aide immédiate en vivres, marchandises et numéraire, aux populations de la Réunion que vient de dévaster un cyclone d'une violence sans précédent.

* * *

PROPOSITION DE LOI

tendant à accorder immédiatement un premier crédit de 200 millions de francs pour réparer les dommages causés aux personnes aux biens des victimes du cy-

clone des 26-27 Janvier 1948 qui s'est abattu sur l'île de la Réunion, présentée par MM. Raymond Vergès, Aimé Césaire et les membres du groupe communiste et apparentés.

Exposé des motifs

Mesdames, Messieurs,

Dans la nuit du 26-27 janvier 1948, un violent cyclone s'est abattu sur l'île de la Réunion. Pendant 3 jours l'île est restée isolée du reste du monde.

Bien que les premières nouvelles soient encore fragmentaires, les communications intérieures étant toujours coupées avec le plus grand nombre des communes, on sait que plus de 100 cadavres ont déjà été dénombrés dans 7 communes sur les 23 que compte le département. Des familles entières ont disparu, des milliers de maisons ont été détruites, des centaines ont été emportées par le raz de marée, les cultures sont entièrement détruites, les dégâts matériels se montent à plus d'un milliard de francs.

Cette catastrophe sans précédent dans l'histoire de l'île, vient aggraver une situation très sérieuse consécutive au cyclone de 1915 et à la politique imprévoyante du Gouverneur de la Réunion qui n'avait prévu aucun stock de vivres de sécurité à son départ le 15 Aout 1947. Un télégramme du 25 Décembre du Préfet de la Réunion signalait déjà aux parlementaires la « menace de disette absolue » qui pèse sur l'île et marquait qu'il y avait à y porter un remède urgent. Le préambule de la Constitution proclame la solidarité et l'égalité de tous les Français devant les charges qui résultent des calamités nationales.

Cette solidarité nationale qui vient de se manifester de manière émuante à l'égard des populations sinistrées par les récentes inondations de l'Est, saura nous en sommes certains, s'exprimer également envers celle de ce nouveau département Français.

C'est pourquoi nous vous soumettons le proposition de loi suivante:

Article unique

Il est ouvert un premier crédit de deux cents millions de francs sur les dépenses du budget de l'exercice 1948, en vue de réparer les dommages causés aux personnes et aux biens des victimes du cyclone des 26-27 Janvier 1948 qui s'est abattu sur l'île de la Réunion.

* * *

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

invitant le gouvernement à porter un secours immédiat aux populations du département de la Réunion, éprouvées par un cyclone d'une violence sans précédent, proposition présentée par Hippolyte Piot Conseiller de l'Union Française pour la Réunion, les conseillers du groupe Communiste et apparentés.

exposé des motifs.

Mesdames, Messieurs. — Dans la nuit du 26 au 27, un cyclone d'une violence terrible a ravagé la Réunion. Les détails parviennent difficilement car le pays a été coupé de toute communication; mais il y a des morts, des blessés nombreux, les récoltes sont détruites, les habitations pauvres sont écrasées pour la plupart; les réfugiés se comptent par milliers; la famine guette, dans ce pays que l'incurie administrative a laissé sans stock de sécurité. Dans cette cruelle situation, nous nous tournons vers la France et nous vous disons de voter à l'unanimité la suivante:

proposition de résolution

Le Conseil de l'Union Française invite

le Gouvernement à apporter un secours immédiat en médicaments, lait, vivres, tissus, matériaux, dont se trouvent dénués nos populations et aussi une aide urgente en espèces de l'ordre de 200 millions.

* * *

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

tendant à inviter le gouvernement à accorder une aide urgente aux familles des victimes et à la population sinistrée du département de la Réunion éprouvées par le cyclone qui s'est abattu sur l'île les 26 et 27 Janvier 1948.

présentée par MM. Baré Adrien

Collardeau Fernand, et les membres du groupe communiste et apparentés.

Exposé des motifs

Mesdames, Messieurs,

Dans la nuit du 26 au 27 janvier 1948, un violent cyclone s'est abattu sur l'île de la Réunion; les premières dépêches de l'A. F. P., transmises de Tananarive le 28 janvier 1948, laissaient prévoir l'étendue exceptionnelle du désastre; les derniers dont nous disposons, viennent hélas à confirmer notre appréhension; elles signalent, en effet, une centaine de morts, des familles entières noyées par le raz de marée, des milliers de maisons détruites, des centaines emportées par les flots.

Les cultures vivrières sont détruites; les dégâts peuvent déjà être estimés à plus d'un milliard.

Cette catastrophe vient aggraver encore la situation misérable de la population de ce nouveau département, menacée déjà de disette comme l'indiquait notamment un télégramme du Préfet de la Réunion en date du 24 décembre 1947.

Nous sommes certains que le Conseil de la République unanime, s'inclinant devant les victimes, exprimera son entière solidarité à la population de ce département français en adoptant la proposition de résolution suivante:

Proposition de résolution.

Le Conseil de la République invite le gouvernement à accorder d'urgence l'aide matérielle en vivres, médicaments et numéraire à la population du département de la Réunion éprouvée par le cyclone des 26 et 27 janvier 1948.

* * *

SECOURS D'URGENCE AUX VICTIMES DU CYCLONE DE LA RÉUNION

Député, avec demande de discussion d'urgence, d'une proposition de résolution.

M. le président: J'ai reçu de M. Malbrant une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence au département de la Réunion des secours en nature et en argent pour venir en aide aux victimes du cyclone qui vient de ravager ce département.

La proposition sera imprimée sous le n° 3198, distribuée et, s'il n'y a pas d'opposition, renvoyée à la commission des finances.

L'auteur demande la discussion d'urgence de sa proposition.

Conformément aux dispositions du deuxième alinéa de l'article 61 du règlement, il va être procédé à l'affichage de la demande de discussion d'urgence et à sa communication à la commission compétente et aux présidents des groupes.

L'Assemblée ne sera appelée à se prononcer sur cette demande qu'en fin de séance et après expiration d'un délai minimum d'une heure.

M. Raymond Vergès: Je demande la parole.

M. le président: Vous pourrez présenter vos observations* quand la commission présentera ses conclusions.

M. Raymond Vergès: Une proposition ne comportant aucune indication de crédit a été déposée hier. Je voudrais exposer la question.

La proposition de loi de M. Césaire viendra ensuite en discussion.

M. le président: Elle a été annoncée hier.

M. Raymond Vergès: Il s'agit maintenant d'une proposition de résolution de M. Malbrant concernant un secours à accorder aux victimes du cyclone qui a dévasté la Réunion.

Je devais exposer la situation à l'Assemblée (suite en 2^{me} page)